

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/CIGEO-enterrons-le-projet-d-enfouissement>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°61 > **CIGÉO : enterrons le projet d'enfouissement !**

23 juin 2014

CIGÉO : enterrons le projet d'enfouissement !

Le fiasco d'un "débat public" vidé de son sens

Le 15 mai 2013, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lançait un "débat public" sur le projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs, le projet CIGÉO. Grâce à la mobilisation des opposants, aucune session publique n'a été maintenue et la CPDP [1] a dû se retrancher derrière un forum internet et une "conférence de citoyens" pour satisfaire au cadre officiel.

Le 30 janvier, l'IRSN se positionnait en faveur d'un "desserrement" du calendrier du projet. Le 3 février, les 17 personnes réunies en "conférence de citoyens" que l'ANDRA pensait suffisamment naïves pour accepter sans rechigner ce projet fou, ont rendu un avis demandant son report. Le 12 février, lors du bilan du débat, des éléments ont été mis sur la table, dénoncés par de nombreux opposants [2]. La CPDP a également pris acte de plusieurs irrégularités, notamment le fait que l'ANDRA ait passé des marchés publics pendant le débat comme si tout était déjà décidé. Mais, raison d'État oblige, la CPDP ne fait que préconiser un simple report du projet et la mise en place d'une phase pilote. La contestation a été entendue, intégrée, mais la conclusion qui aurait dû être tirée - l'abandon du projet - n'est évidemment pas à l'ordre du jour !

Dernier fait marquant, au sein même de la commission, certains membres se sont désolidarisés du compte rendu car leur position, qui diverge de celle du président Bernet, n'apparaissait pas dans les conclusions.

Bref, un véritable fiasco !

"Report de calendrier" : une manœuvre pour gagner du temps

Ces demandes de report du calendrier ne sont finalement pas une surprise. Et pour cause ! Malgré les efforts de communication de l'ANDRA, les arguments et les actions des opposants finissent par porter dans l'opinion et par déstabiliser les pouvoirs publics qui n'ont d'autre choix que d'adapter leur discours. Le projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs et dangereux est tellement fou qu'il en est inconcevable. Le dossier qui a été mis en "débat" était creux ; pas de coûts précis, pas de liste des matières et quantités de déchets qui y seraient stockés, aucune analyse des impacts radiologiques, pas de schéma de transports pour acheminer les déchets pendant 100 ans et un projet

présenté comme évolutif.

Les demandes de revoir le calendrier sont symptomatiques du flou total qui entoure ce projet. Mais ce ne sont pas quelques années de plus qui permettront à l'ANDRA de mieux le définir et de penser l'impensable. Les modifications apportées à la marge ne changeront rien à l'affaire : les risques géologiques, le potentiel géothermique occulté, le problème éthique du fardeau des déchets, tous ces problèmes demeureront. CIGÉO doit tout simplement être annulé !

Le lobby fait main basse sur un territoire

En 2000, le laboratoire de Bure voit le jour, avec la promesse qu'il s'agit juste d'un laboratoire de recherche classique, sans projet de site d'enfouissement. Sur le papier, aucun risque donc de voir la région se nucléariser. En 2006, une nouvelle loi est votée par 19 députés sur 577 - elle est belle la démocratie - confirmant la poursuite des recherches à Bure avec la mise en place d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui déverse "légalement" 40 millions d'euros de subventions pour les deux départements. En 2010, on passera à 60 millions d'euros afin de faciliter l'achat des consciences.

Cette manne d'argent provient principalement des producteurs de déchets nucléaires EDF, Areva et le CEA, et a permis un grand "développement" économique de la région. Depuis l'arrivée du laboratoire, on a ainsi vu apparaître de magnifiques bâtiments design et financés par le GIP, tels que le centre d'archives d'EDF en face du labo, qui a reçu un prix d'architecture en 2012, ou encore le centre d'archives d'Areva créé en 2008 sur une commune voisine. C'est bien connu, un centre d'archives, ça emploie beaucoup de monde ! On trouve également dans les 30 km autour de Bure une plateforme de transport appartenant à LMC [3], une filiale d'Areva, où transitent officiellement des pièces pour le réacteur à fusion ITER en chantier et pour l'usine d'enrichissement d'uranium George Besse II, ainsi qu'une plateforme logistique d'EDF où sont stockées des pièces de rechange pour les centrales nucléaires.

À Commercy, le groupe Gorgé, spécialiste en radioprotection nucléaire, reprend les locaux d'une entreprise en difficulté. Les groupes CMI et Kep Technologies, partenaires de la filière nucléaire et/ou de l'armement sont également en cours d'implantation.

Et pendant ce temps, l'ANDRA a déjà acheté plus de 1600 hectares de réserve foncière dont des centaines d'hectares de forêts.

Crise climatique oblige, on saupoudre le tout d'un peu de "greenwashing", avec d'immenses champs d'éoliennes, la construction d'une "écothèque" et la mise en place d'un Observatoire Pérenne de l'Environnement. Plus récemment, c'est un hôtel-restaurant en bardage bois pour cacher le béton derrière qui a ouvert en 2013. Tout dernièrement, enfin, on voit sortir de terre un bâtiment du CEA qui accueillera le projet Syndièse qui vise à expérimenter une filière de production d'agrocultures.

Ça, c'est la partie émergée de l'iceberg : de l'emploi, de l'argent mais pas de radioactivité ! Pourtant, il y a peu, les recherches des opposants ont permis de mettre en lumière que de nombreux convois radioactifs passent par Void-Vacon. Bien sûr les riverains n'ont pas été informés de ces passages de camions d'uranium à quelques mètres de l'école maternelle. De même, il se dit dans l'Est que la plateforme logistique d'EDF, équipée de murs en plomb, reçoit elle aussi en secret des colis marqués de trèfles radioactifs.

Toutes ces implantations se font bien sûr dans le cadre d'un "accompagnement économique" : EDF, Areva et le CEA financent le GIP qui finance EDF, Areva, le CEA... La boucle est bouclée. Cette stratégie rappelle étrangement celle qui a prévalu dans le Cotentin dans les années 1960-70 : implanter une mono-industrie et rendre tout un territoire dépendant d'une mise sous perfusion. En Meuse et Haute-Marne, petit à petit le nucléaire fait son nid, histoire que le projet CIGÉO passe comme une lettre à la poste !

Sur le terrain, la lutte continue et s'organise !

Pendant la tenue sur internet du débat public et malgré l'annulation des réunions publiques, les militants, fort de la mise en échec du débat, ont continué à se mobiliser : présence lors de réunions locales des nucléocrates, actions contre la plateforme de Void-Vacon, blocage d'un symposium destiné à décortiquer les raisons de l'échec du débat, perturbation du vernissage de l'exposition de l'ANDRA au Palais de la Découverte à Paris, action au ministère de l'Ecologie lors de la conférence de presse de clôture du débat...

Depuis plusieurs mois, la lutte à Bure prend également un nouvel essor et s'organise. En août dernier, une assemblée "Grand tEst" a été mise en place. Celle-ci vient renforcer les collectifs locaux historiques et s'est donné pour objectif d'amplifier la résistance contre CIGÉO et de lui donner une résonance nationale, tout en inscrivant cette lutte dans le mouvement actuel de convergence des luttes. Une campagne d'action décentralisée d'un an, "Bure 365", est en préparation, ainsi qu'un info-tour pour faire connaître Bure et présenter cette campagne.

S'opposer à CIGÉO et faire annuler ce projet, c'est couper l'herbe sous le pied à une industrie en déclin qui ne demande qu'à cacher ses déchets pour pouvoir continuer son activité. Dans les mois et années qui viennent, Bure devra faire l'objet de toute notre attention, qu'on se le dise !

Michel et Michèle

Vous souhaitez accueillir l'info-tour et participer à la campagne Bure 365 : [**nocigeo@riseup.net**](mailto:nocigeo@riseup.net)

Blog de l'assemblée antinucléaire de Bure : [**nocigeo.noblogs.org/**](http://nocigeo.noblogs.org/)

Site Bure-Stop : [**burestop.free.fr**](http://burestop.free.fr)

Site de BZL : [**burezoneblog.over-blog.com**](http://burezoneblog.over-blog.com)

Notes

[1] CPDP : Commission Particulière du Débat Public

[2] Flou sur l'étendue du projet et ses coûts, risques, incertitudes sur les déchets à stocker et leur conditionnement, controverses autour du potentiel géothermique à l'aplomb du site, critiques émanant des voisins allemands et luxembourgeois, problèmes éthiques évidents...

[3] LMC : Lemaréchal Célestin